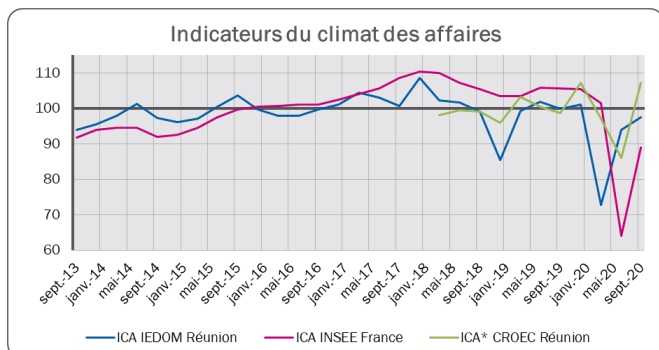


## Séance de rattrapage d'une économie dégradée

Après avoir subi de plein fouet la crise sanitaire de la Covid-19 et les effets dévastateurs d'un confinement du 17 mars au 11 mai, l'économie réunionnaise a repris de la vigueur au troisième trimestre 2020. A fin septembre, bon nombre d'indicateurs ont retrouvé ou sont en passe de rejoindre leur niveau antérieur.

Construits sur la base d'opinions, les indices relatifs au climat des affaires illustrent cette phase de rétablissement. Quelle que soit la source, l'IEDOM, les experts-comptables, ou l'INSEE pour la France, les entreprises ont bien confirmé le redressement de leur activité après le plongeon du second trimestre.



Sources : IEDOM, INSEE

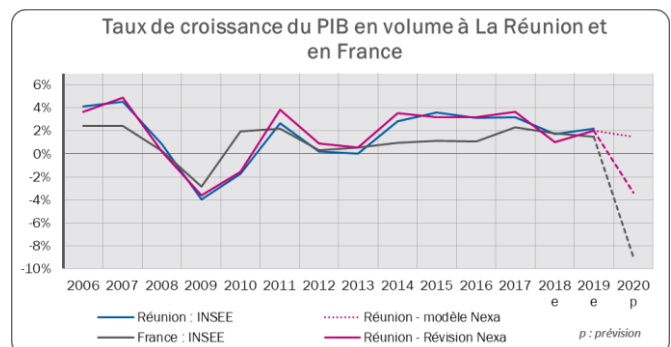
Cependant, en cumul, la perte économique subie durant les 2 mois d'arrêts n'a pas encore été totalement absorbée. Reste donc à savoir si les aides nationales et régionales seront suffisantes pour absorber le manque à gagner générés dans les différents secteurs au cours de cette période.

Le territoire a bénéficié de 1,5 milliards d'aides, en comptant les prêts garantis par l'Etat, le fonds de solidarité, les reports de paiement des cotisations sociales et fiscales, et la prise en charge du chômage partiel. Certaines entreprises sont dans une situation inédite, car disposant de liquidités, mais sans la possibilité de rebondir faute de demande suffisante.

En cette période d'incertitude et d'instabilité, l'exercice des estimations de croissance relève du numéro d'équilibriste. Pour la France, l'INSEE a dernièrement estimé une évolution du PIB à -9% pour 2020.

A La Réunion, si nos premiers calculs indiquaient -6%, les nouvelles données et la situation particulière du territoire plus protégé des conséquences économiques de la pandémie, nous amène à davantage d'optimisme sur cette prévision.

Au regard des statistiques récentes, la croissance réunionnaise pourrait atteindre -3,4% en 2020. D'une part, l'importance des transferts publics (PGE, FSN, FSR, reports des charges) ont permis d'atténuer l'impact des différentes mesures sanitaires sur l'économie. D'autre part, l'île dispose de nombreux stabilisateurs économiques de par l'importance de la sphère publique (administrations, minimas sociaux). Enfin, les contraintes sanitaires ont été appliquées avec moins d'intensité qu'en métropole.



Sources : INSEE, Cerom, calculs Nexa

Prévisions construites à partir des comptes définitifs (base 2014), des comptes rapides CEROM (INSEE-IEDOM-AFD) et de modélisations économétriques (avec déflateur IPC).

### Sommaire :

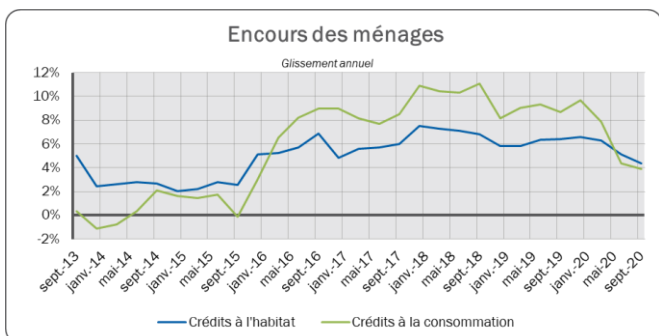
- La tendance macro-économique
- La perception sectorielle
- Les événements marquants récents
- Les perspectives à court et moyen terme

### Observatoire régional de l'économie

Directeur de la publication : Gaston BIGEY  
Rédaction : Frédéric LORION  
Contributions : Julien JAVARY  
Conception et édition : Nexa  
Contact : [observatoire@nexa.re](mailto:observatoire@nexa.re)

## La reprise avantage la consommation

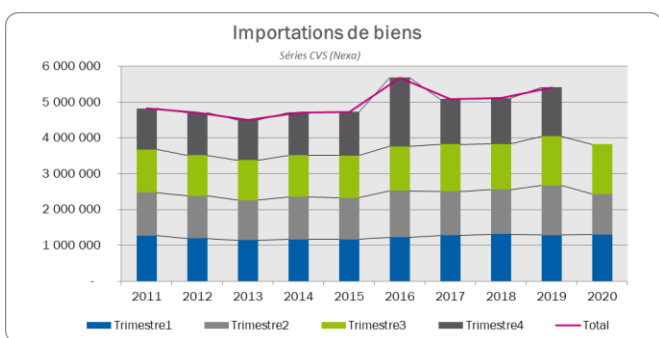
Le retour à une « normalité économique » a permis la réouverture et la fréquentation de l'ensemble des surfaces commerciales. La consommation a bénéficié d'un double effet, avec un report des dépenses sur le troisième trimestre et des ménages plus nombreux, car contraints à rester dans l'île pendant les vacances.



Source : IEDOM

Concernant les encours de crédits des ménages, ceux destinés à la consommation augmentent toujours, totalisant 2 570 M€ à fin septembre. La progression s'est cependant atténuée, passant à 3,9% contre 4,4% le trimestre précédent et 8,7% un an plus tôt.

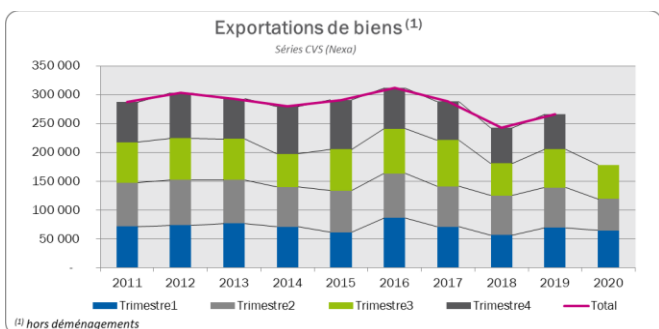
## Les échanges extérieurs reprennent lentement



Source : Douanes

Au troisième trimestre 2020, les importations de marchandises ont rebondi de 24% par rapport au trimestre précédent, à 1 441 M€. Comparé au chiffre de l'année précédente, le volume est toutefois apparu en retrait de -2,5%.

En cause notamment, les importations de matériels de transport (automobiles...) et de charbon qui ont reculé respectivement de -17% et de -34%. A contrario, les biens en augmentation concernaient l'alimentation (+13%), les produits de l'habillement (+29%) et le matériel informatique et électronique (+32%).



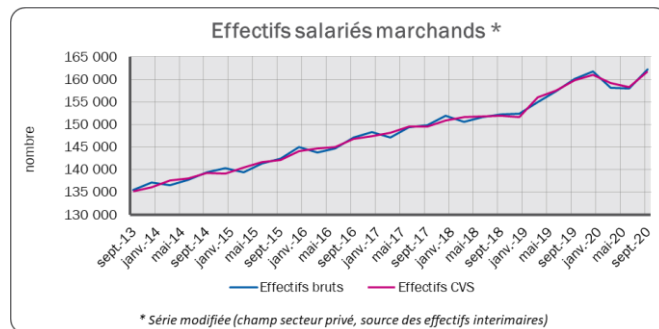
(1) hors déménagements

Source : Douanes

Côté exportations, la valeur des biens destinés aux marchés extérieurs a enregistré un nouveau repli, -12% à 56 M€. Les produits des industries agro-alimentaires ont reculé de -21% à 24 M€. A contrario, le volume des déchets exportés ou des matériaux à recycler s'est accru de 17% à 5,5 M€.

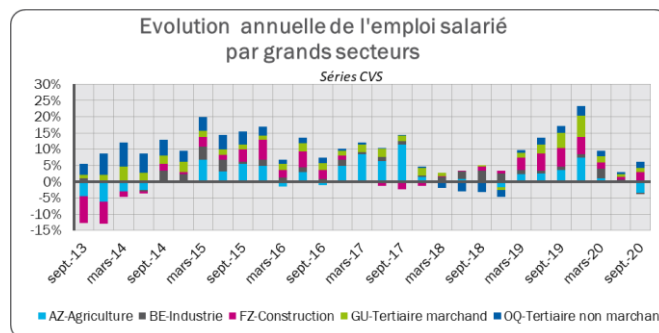
## L'emploi retrouve son niveau d'avant crise

Sur le front de l'emploi, le territoire comptait 162 000 salariés dans le secteur marchand au troisième trimestre. Les effectifs se sont franchement redressés, avec des évolutions positives, trimestrielle de 2,3% et annuelle de 1,3%. Ils ont retrouvé le niveau de décembre 2019, avant l'instauration des contraintes de déplacement liées au Covid-19.



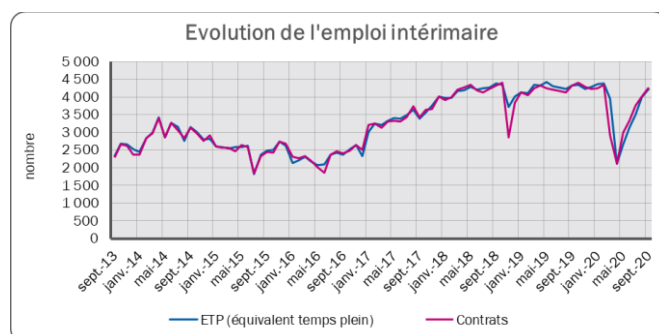
Source : ACOSS

Les secteurs qui ont le plus recruté pendant la période sont représentés par la construction et le tertiaire marchand, en progressions respectives de +3% et +1,2% tandis que l'agriculture présentait un repli annuel de -3,4% et que l'industrie se maintenait difficilement avec un -0,6% en un an.



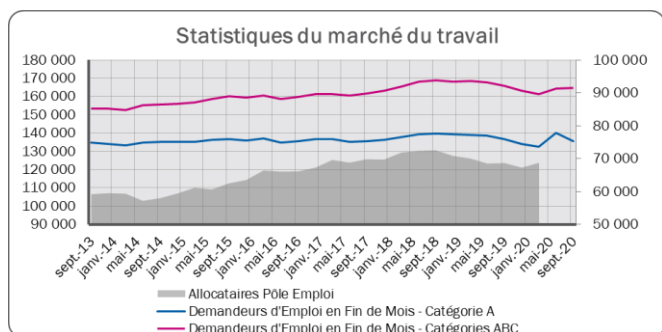
Source : INSEE

Le constat est aussi favorable pour l'emploi intérimaire, avec un fort rattrapage mensuel depuis juin. Plus de 300 contrats ont été signés chaque mois, ce qui a permis d'atteindre un total de 4 200 ETP à fin septembre, soit une centaine en dessous du seuil de février 2020.



Source : Dares

Avec la relance des activités économiques, les salariés en contrat court ont pu être renouvelés ce qui a permis de réduire le nombre de demandeurs d'emplois. En revanche, les contrats précaires semblent subir encore l'inertie de la crise. Ainsi, la catégorie A a diminué de -3,1% au cours du trimestre alors que la catégorie ABC s'inscrivait en légère hausse de 0,3%.

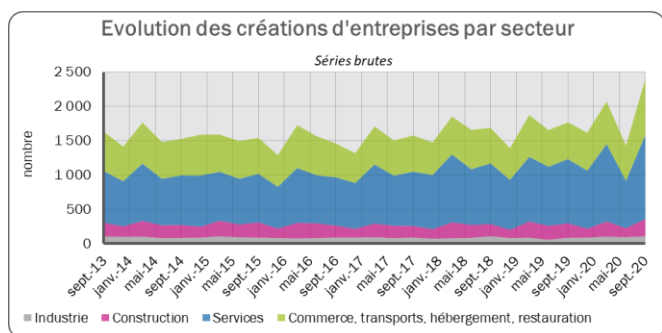


Sources : DIECCTE, Pôle Emploi

### Fort rebond des créations d'entreprises

Après l'interruption administrative du confinement, les prétendants à l'entrepreneuriat se sont bousculés au troisième trimestre. En incluant les auto-entrepreneurs, ils étaient 2 300 à créer leur entité, soit 60% de plus que le trimestre précédent. La tendance sur le long terme ressort également positive puisque que le total cumulé sur une année a augmenté de 12%.

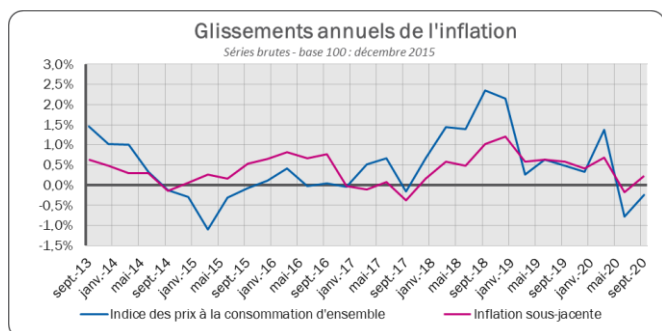
Si les services attirent toujours un plus grand nombre de créateurs, l'industrie et l'ensemble commerce-transport-hébergement-restauration ont suscité également un grand nombre de volontaires : respectivement +23% et +17% en cumul sur 12 mois.



Source : INSEE

### Inflation et pouvoir d'achat sont affaiblis

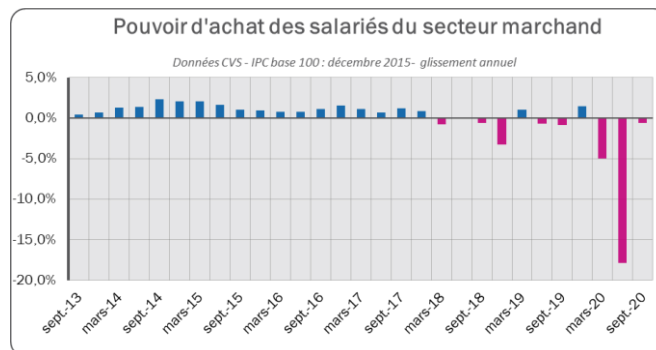
Les prix ont rebondi au troisième trimestre par rapport au précédent. Le déconfinement ayant permis aux activités économiques de redémarrer et aux différents acteurs de renouer avec l'offre et la demande.



Source : INSEE - calculs Nexa

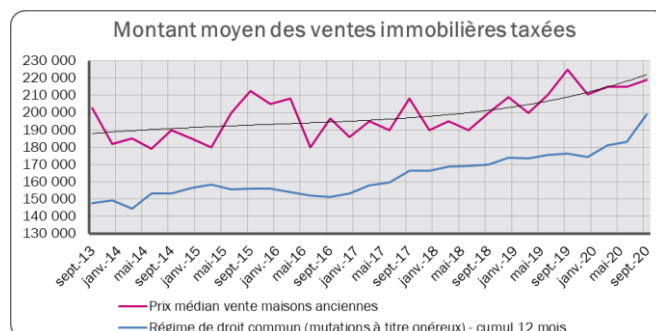
Au regard de l'année précédente cependant, leur évolution générale a été négative, plombée par les prix des transports, principalement aériens (-25%), des produits pétroliers (-12,7%) et des produits frais (-5%). L'indice a été à peine soutenu par les prix de l'alimentation (0,8%), de l'habillement (1%) et de la communication (1,1%).

La réintégration des salariés placés en chômage partiel a entraîné un rétablissement mécanique des salaires, lequel a instauré un réajustement du pouvoir d'achat qui reste malgré tout en territoire négatif à -0,6%. Rappelons qu'il s'agit ici d'un calcul théorique qui ne prend pas en compte les indemnités versées par l'Etat, notamment dans le cadre de l'activité partielle, ni les salaires du secteur non marchand.



Sources : ACOSS, INSEE - calculs Nexa

Concernant le marché immobilier, les prix ont fortement augmenté sous la pression des acheteurs. Le niveau moyen du montant des ventes a ainsi accéléré au troisième trimestre, +12% en rythme annuel, à près de 200 000 €. L'incertitude quant à l'avenir et une épargne reconstituée semblent avoir profité au secteur, identifié comme valeur refuge.

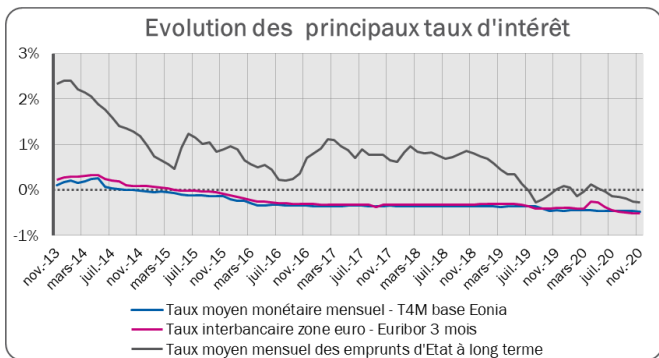


Source : CGEDD/MEDOC, Notaires

### Les prêts garantis dopent la trésorerie et les capacités d'investissement

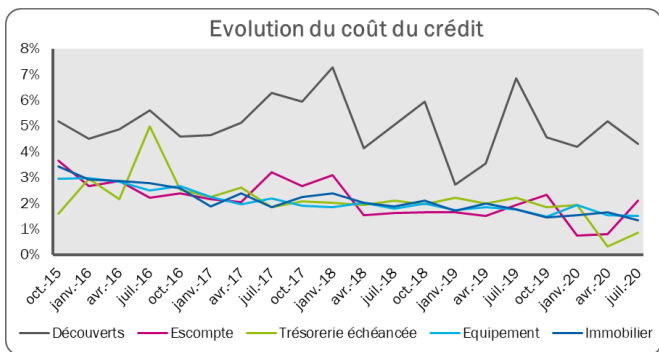
Les entreprises ont bénéficié d'un environnement toujours favorable dans l'obtention de financements bancaires, avec des taux historiquement bas. Ces conditions sont le résultat de la politique accommodante de la Banque Centrale Européenne mais également des facilités mises en place par l'Etat notamment à travers les Prêts Garantis (PGE).

Si les taux directeurs européens naviguent en territoire négatif depuis 5 ans, fait déjà remarquable, à La Réunion, les taux effectifs évoluent sur une tendance décroissante, en dessous de 1% pour la trésorerie échéancée et autour de 1,5% pour les crédits immobilier ou d'équipement.



Source : IEDOM

Le coût du crédit se situe à son niveau le plus faible jamais observé sur le territoire. Pour autant, les entreprises sont dans l'expectative et ont hésité à investir dans un contexte économique instable et sans visibilité à terme. Par rapport au troisième trimestre 2019, les encours d'exploitation ont doublé sous l'effet des PGE, passant de 872 M€ à 1 715 M€. Dans le même temps, les encours à l'investissement et à l'immobilier progressaient de 7% et 1,4%.



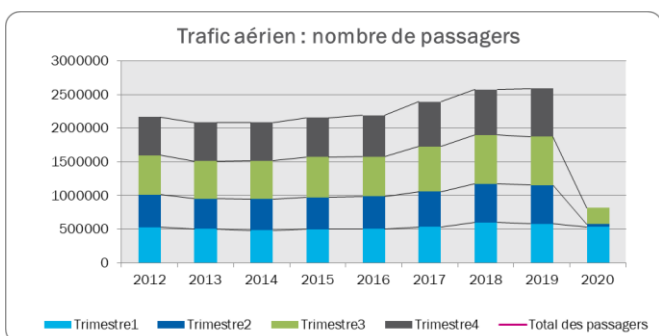
Source : IEDOM

## Les tendances sectorielles

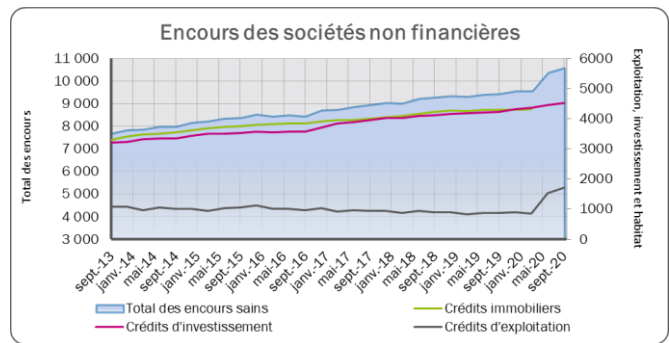
Les statistiques sectorielles offrent une analyse plus fine de la conjoncture économique en révélant les contrastes existants parmi les différents pans de l'économie réunionnaise.

### Les transports extérieurs freinés par les contraintes sanitaires

Avec le déconfinement et la réouverture des liaisons aériennes, le trafic passager a pu reprendre au troisième trimestre. Toutefois, les contraintes sanitaires persistantes, les limites de déplacement dû aux motifs impérieux et les fermetures d'autres frontières ont freiné les velléités d'évasion des voyageurs.

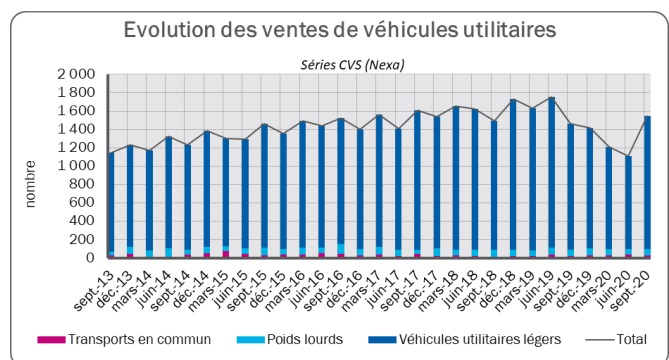


Source : Aéroports Roland Garros et Pierrefonds



Source : IEDOM

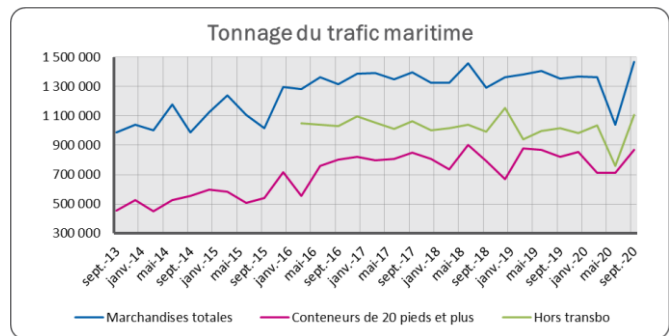
A titre d'illustration, les ventes de véhicules utilitaires ont effectué une reprise en trompe l'œil après la suspension de premier semestre. Les entreprises ont procédé au renouvellement de leur flotte de transport avec 1 550 véhicules acquis, en rebond de 40% sur le trimestre. Toutefois, le résultat annuel risque d'être dégradé pour les concessionnaires, en raison d'un recul des ventes de -20% en cumul sur douze mois.



Source : FCA - Soes RSVERO depuis 2012

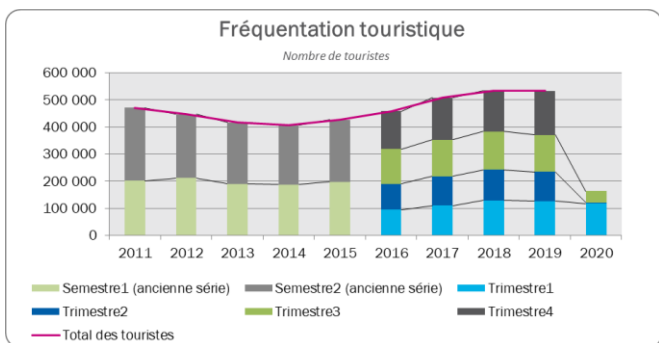
La période a donc été marquée par un recul exceptionnel avec 244 000 Pax, soit -66% comparé à l'année précédente. L'essentiel du trafic s'est fait avec la Métropole pour du tourisme affinitaire, et principalement au mois d'août, correspondant aux vacances scolaires et à la période d'installation des étudiants dans l'hexagone.

Sur le plan maritime, moins affecté par les restrictions, le tableau est nettement plus avantageux. Les échanges ont repris à Port Réunion, avec un total de 1 468 kT de marchandises transportées, soit une progression de 41% en évolution trimestrielle (effet rebond) et de 8,4% en rythme annuel.



Source : Grand Port Maritime de La Réunion

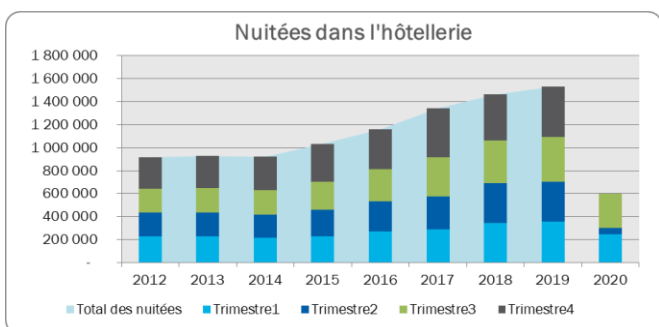
## La clientèle locale au chevet du tourisme



Source : INSEE, IRT/MTA

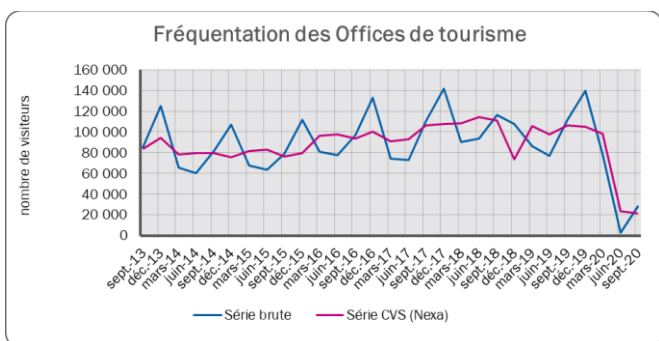
Calquée sur le trafic aérien, la fréquentation touristique s'est redressée au troisième trimestre, sans toutefois retrouver son niveau usuel. Au total, 41 700 visiteurs extérieurs sont arrivés à La Réunion, soit -69% en glissement annuel.

Dans ce contexte, les professionnels de l'hôtellerie ont tenté de limiter les pertes en s'appuyant sur la clientèle locale pendant la période des vacances scolaires. Avec 297 000 nuitées commercialisées, les hôtels ont subi une réduction de -25% de leur activité trimestrielle par rapport à la même période de l'année précédente.



Source : INSEE

Autre indicateur reflétant l'anémie touristique, le taux d'occupation des chambres a reculé de 13 points en s'établissant à 50%, un niveau historiquement bas. Par ailleurs, la perte des touristes d'affaires a particulièrement affecté les établissements du nord-est, jugés moins attractifs par les clients locaux.

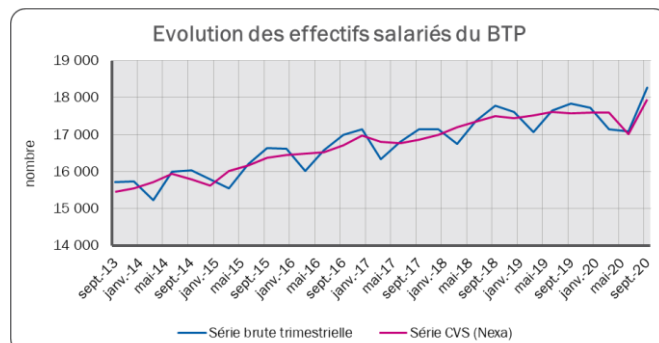


Source : Fédération réunionnaise du tourisme

En parallèle, les activités touristiques connexes ont également subi le ralentissement de la fréquentation extérieure. Les loueurs de voiture ont ainsi vu leur chiffre d'affaires baisser de -20% en juillet et de -9% en août, après une chute de -62% pendant le confinement. De même, les offices de tourisme territoriaux ont perdu 75% de leur activité par rapport au troisième trimestre 2019 avec un total de 28 000 visiteurs.

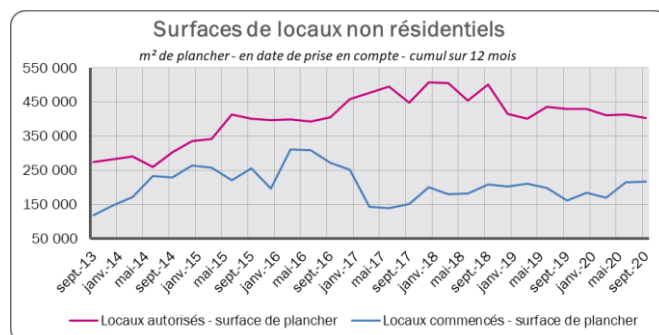
## La construction rattrape son retard

Le secteur de la construction semble reparti à la hausse avec un effet de décalage du second au troisième trimestre 2020. Les effectifs salariés, représentatifs de l'intensité de l'activité, ont augmenté de +7% par rapport au trimestre précédent par effet rebond. Ils se sont accrues de 2,4% en glissement annuel, avec près de 18 300 salariés à fin septembre.



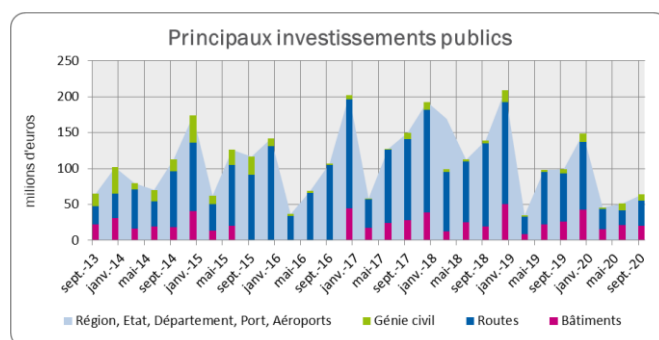
Source : CCP BTP

L'activité est apparue particulièrement soutenue par les mises en chantier de locaux non résidentiels. Les surfaces commencées ont progressé de 35% en rythme annuel avec 217 000 m<sup>2</sup>, destinés essentiellement à l'immobilier de bureaux ou aux bâtiments commerciaux et agricoles.



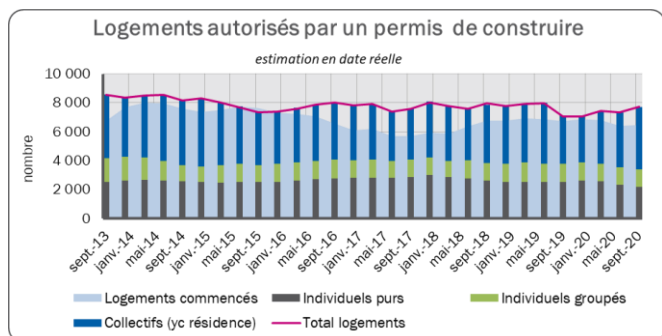
Source : CGEDD - SOeS/Sit@del2

En matière de commande publique, le montant des travaux engagés par les principaux maîtres d'ouvrage a atteint 63,7 M€ sur la période, soit un accroissement de 25% par rapport au trimestre précédent mais 35,5% de moins en glissement annuel. Plus spécifiquement, le chantier de la Nouvelle Route du Littoral souffre d'un net ralentissement des dépenses avec -70% par rapport à l'année précédente. Rappelons que l'approvisionnement en matériaux pour la réalisation de la partie digue fait aujourd'hui défaut. L'accès aux carrières étant contraint par les multiples recours juridiques.



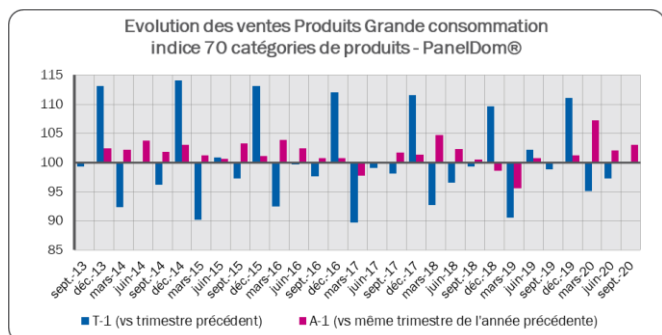
Source : CERBTP

En ce qui concerne le marché du logement, les autorisations de construire se sont accrues de 9,4% en glissement annuel, tirées par le segment du collectif (+29%) : 4 300 pour un total de 7 700 logements. Les démarrages ne sont pas encore effectifs et devraient se concrétiser lors des prochains trimestres.



Source : CGEDD - SOeS/Sit@del2

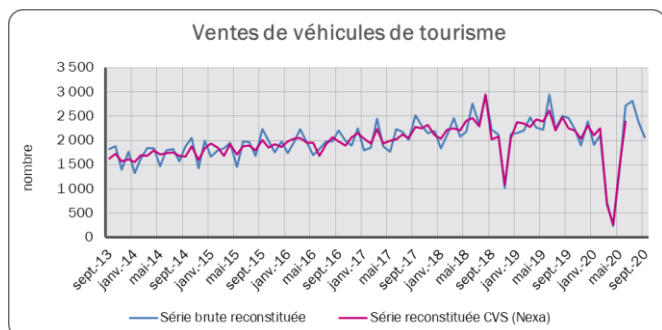
## Les commerces ont bénéficié de la clientèle captive



Source : IPSOS

Les produits de grande consommation ont de nouveau été sollicités par les ménages : +3% par rapport à la même période l'année précédente. Cet engouement pourrait s'expliquer par les moindres départs à l'extérieur de l'île et un retournement vers la consommation locale pendant les vacances.

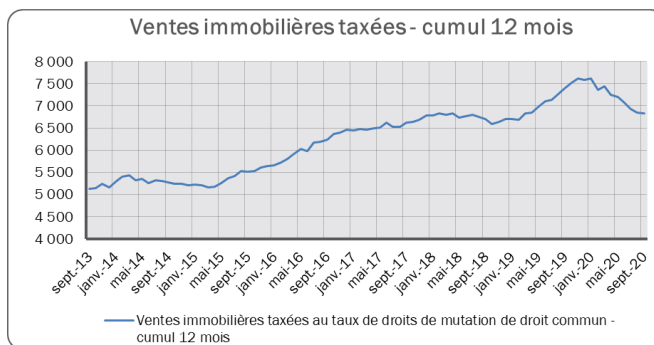
Le décalage des dépenses des ménages sur ce trimestre est également à rappeler. Les produits courants et les biens d'équipement du foyer sont en nette progression, avec des importations en augmentation de 13%.



Source : SICR - Fichier central des automobiles

Significatives de la santé économique, les ventes de véhicules ont rebondi mais n'ont pas encore comblé le fossé créé par le confinement. Au troisième trimestre, elles ont augmenté de 68% par rapport au second trimestre, et ont terminé en amélioration de 1% en glissement annuel.

## Un marché immobilier frémissant



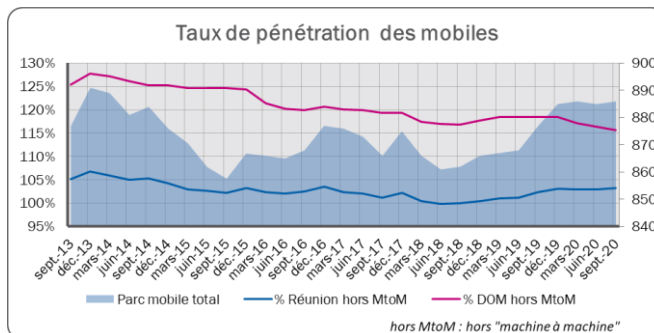
Source : CGEDD-MEDOC

Affecté par le confinement entre mars et mai, le marché immobilier s'est avéré plus actif au cours du troisième trimestre selon les sources de terrain. Les statistiques du ministère présentées en cumul annuel ne permettent toutefois pas encore de vérifier cet état, en raison d'un effet d'inertie.

En septembre, plus de 6 800 transactions étaient enregistrées au cours de l'année écoulée, soit 0,4% de moins que le mois précédent, marquant davantage l'inflexion de tendance initiée depuis juillet.

## La filière numérique se déploie

En matière d'investissements numériques, le réseau Très Haut Débit a maintenu son déploiement dans les communes de l'île. A fin septembre, 446 600 locaux étaient raccordables aux réseaux de fibres optiques des différents opérateurs locaux, soit 12,5% de plus par rapport au troisième trimestre 2019.



Source : ARCEP

La téléphonie mobile a conforté son assise locale. Le parc de mobile a repris 1 point de base sur son taux de pénétration à 103,2%, pour un total de 886 000 terminaux.

Enfin rappelons que le maintien d'un grand nombre de salariés en télétravail dans les entreprises nécessite une intervention des services numériques plus importante.

# Bilan des mesures Covid 19 à La Réunion

## ◆ Bilan des mesures d'aides aux entreprises réunionnaises (valeurs au 10 octobre 2020)

Face à la crise sanitaire du COVID-19 intervenue depuis mars, Nexa a publié une synthèse de toutes les mesures exceptionnelles destinées à accompagner les entreprises dans cette période.

Au 31 décembre 2017, La Réunion comptait plus de 67 000 entreprises, représentant 1,2% des entreprises françaises. Sur la base de ce constat et au regard des chiffres des différentes régions de France, le territoire a sollicité relativement moins de soutien, à l'exception du fonds de solidarité national, reflétant un impact moindre de la pandémie au niveau local.

Pour rappel, les mesures mises en place en mars par l'Etat et la Région sont destinées essentiellement à :

- Faire face aux difficultés de paiements des impôts et des cotisations
- Faire face au besoin de trésorerie
- Solliciter une aide ou un prêt pour faire face à la crise sanitaire
- Faire face à un conflit client, fournisseur ou bancaire

**Au total, à la date du 10 octobre 2020, les entreprises réunionnaises ont pu compter sur un volume cumulé d'au moins 1 261 M€ d'aides exceptionnelles.**

	Demandes	Volume
Fonds de solidarité national v1	69 772	95 553 347 €
Fonds de solidarité national v2	370	1 054 158 €
Aide CPSTI RCI	9 592	7 400 619 €
Prêt garanti par l'Etat	6 486	1 032 211 191 €
Report d'échéances fiscales	678	21 993 345 €
Report d'échéances sociales	38 293	102 761 151 €
		1 260 973 811 €
Salariés en activité partielle	46 230	248 905

Sources : MEFR, URSSAF, Darès

## ◆ Le fonds de solidarité national

Cette première mesure consiste en une aide défiscalisée de 1 500 € par entreprise. Dans l'île, près de 69 800 demandes ont été enregistrées pour 95,6 M€, soit 1,6% du montant national.

Les principaux secteurs bénéficiaires sont le commerce, l'hébergement-restauration, la construction, la santé et l'action sociale. Les entrepreneurs individuels et les structures de moins de 5 salariés sont les plus représentés.

## ◆ L'aide CPSTI RCI COVID-19

Le dispositif émanant du Conseil pour la Protection Sociale des Travailleurs Indépendants (CPSTI) attribue une aide défiscalisée plafonnée à 1 250 €. Il a été versé aux artisans/commerçants et leurs conjoints collaborateurs relevant du régime complémentaire des indépendants (RCI), à hauteur de 7,4 M€.

Ont principalement été concernés, le commerce, la construction, l'industrie manufacturière et l'hébergement/restauration.

## ◆ Les reports d'échéances sociales et fiscales

L'URSSAF a accordé localement 102,8 M€ de reports d'échéances sociales dues entre mars et septembre 2020 par 38 300 établissements ; principalement les services marchands, le commerce non alimentaire et la construction.

Du côté des échéances fiscales, les demandes de report ont été validées par la DRFiP à hauteur de 22 M€ pour 678 entreprises, avec un montant moyen de 32 439 €.

## ◆ Les prêts garantis par l'Etat

Les banques réunionnaises ont accordé 1 032 M€ à 6 486 entreprises locales, pour un prêt moyen de 159 144 €.

Sollicité en grande partie par le commerce (35% du montant), la mesure a été également demandée par les activités spécialisées et techniques, le transport, la construction, l'industrie et l'hébergement restauration.

## ◆ L'activité partielle

Dans l'île, la DARES a recensé 46 230 demandes de chômage partiel, relatif à plus de 248 905 salariés, pour un volume horaire total de 18 millions d'heures.

Les services (activités scientifiques et techniques, administrations...) le commerce et la réparation, l'hébergement et la restauration ont été les secteurs les plus concernés par cette mesure.

# L'Observatoire Régional de l'Economie

L'Observatoire Régional de l'Economie met en œuvre un dispositif de suivi et d'anticipation quant à l'évolution des différents secteurs économiques de l'île de La Réunion. Les activités de l'observatoire permettent aux décideurs, aux institutionnels et au grand public d'obtenir des informations actualisées, de repérer les opportunités de développement et de favoriser une vision à long terme, relatives à l'économie réunionnaise intégrant ses dimensions sociétales et environnementales.

Les actions de l'observatoire s'organisent autour de quatre priorités :

- Collecter, agréger et produire des données stratégiques territoriales
- Analyser les dynamiques économiques et conjoncturelles
- Suivre et évaluer les politiques territoriales (programmes et plans d'aides)
- Intervenir en appui aux missions transversales (innovation, attractivité,...)

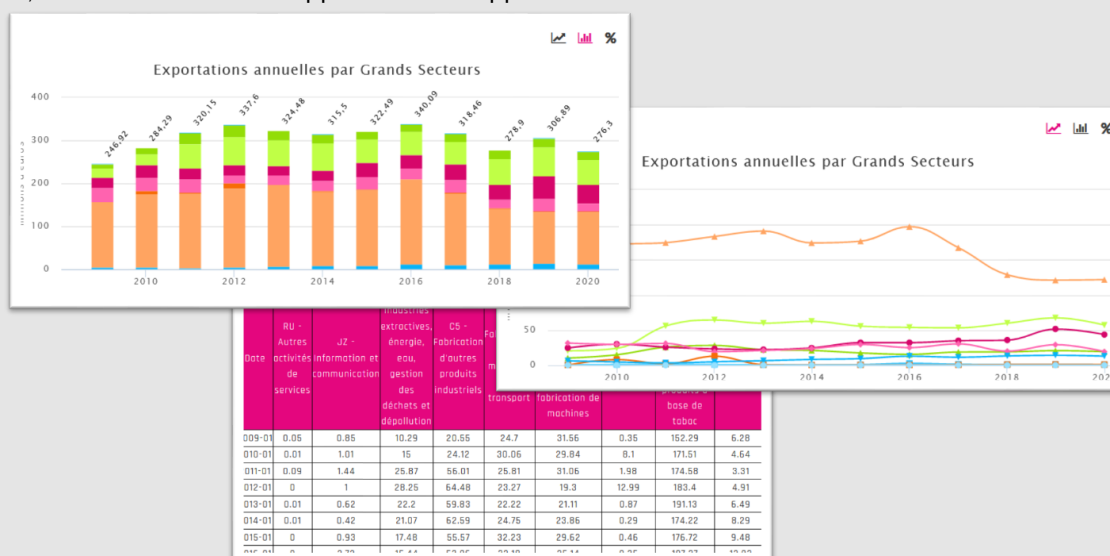
Pour en savoir plus : <http://www.nexa.re/lagence-nexa/nos-services/observer>

## Nexstat - Open Data La Réunion

nexstat  
OPEN DATA LA RÉUNION

A travers sa mission d'observatoire de l'économie régionale, NEXA organise le recensement, la collecte, le traitement et la centralisation de données socio-économiques récoltées auprès de différents organismes producteurs statistiques. Dans une optique de centralisation des informations, afin de réduire le fractionnement des données et permettre une accessibilité facilitée, NEXA souhaite mettre à disposition d'utilisateurs potentiels un portail de données ouvertes (Open Data).

L'intérêt est de fournir à un large public, des données libres de droits pouvant être extraites et réutilisées à des fins d'information, de recherche ou de support de développement d'activité.



Pour en savoir plus : <http://www.nexstat.re>

### Observatoire Régional de l'Economie

Directeur de la publication : Gaston BIGEY

Rédaction : Frédéric LORION

Contribution : Julien JAVARY

Conception et édition : Nexa - Contact : [observatoire@nexa.re](mailto:observatoire@nexa.re)



Financé par  
l'Union européenne



Le programme d'actions 2021 est cofinancé par l'Union Européenne et la Région Réunion.